

Étienne Schneider

« Se retrousser les manches »

À l'occasion des Journées de l'Économie, le nouveau ministre de l'Économie et du Commerce extérieur a prononcé son premier discours officiel et dressé les grandes lignes de l'action qui sera la sienne jusqu'en 2014.

Jean-Michel Gaudron (texte), Henri Da Cruz (photo)

C'est bien connu : on n'a qu'une seule chance de faire une première bonne impression. Aussi, pour sa première sortie officielle dans son nouveau costume de ministre de l'Économie et du Commerce extérieur, Étienne Schneider savait qu'il serait scruté, épié et, déjà, jugé.

Loin des envolées verbales de son prédécesseur Jeannot Krecké, dont la partie écrite de ses discours tenait généralement en quelques lignes manuscrites sur un bout de papier, M. Schneider a préféré assurer le coup. En 12 minutes chrono, il a livré devant près de 200 personnes pour le moins impatientes, une prestation rigoureuse et structurée, dense et concise. C'est un nouveau style auquel il faudra s'habituer. Il n'était de toute façon pas prévu qu'il fasse des annonces particulières, mais il a tout de même trouvé le temps de dérouler les grandes lignes du programme qui sera le sien d'ici aux prochaines élections de juin 2014. Deux ans et demi pour convaincre.

Haro sur les prix du logement

« On a rarement vu pire contexte pour reprendre le portefeuille de l'Économie », a-t-il prévenu d'emblée, appelant à « fixer une trajectoire de consolidation intelligente », afin de « retourner à l'équilibre budgétaire, voire à un excédent structurel, même si cela sera difficile en période de faible croissance ». Le nouveau ministre ne peut que rejoindre le constat déjà établi par les milieux politiques et économiques : la compétitivité du pays se dégrade, tant en termes de coûts que de qualité. « La situation ne peut guère perdurer, prévient M. Schneider. Revenir vers l'équilibre budgétaire et surveiller notre compétitivité n'est pas une nécessité au niveau national, mais un impératif face aux nouvelles règles de gouvernance économique européennes, qui vont rapidement imposer des contraintes de plus en plus sévères. » Dans ce contexte, il se déclare « content » des premiers pas qui ont été franchis, à commencer par la modulation du système d'indexation automatique des salaires, votée par les députés fin janvier. « C'est une décision très importante et je tiens à féliciter les parlementaires de tous les partis qui l'ont soutenue

sans divaguer dans la politique politicienne. » En parallèle, Étienne Schneider a annoncé la négociation d'un accord avec les représentants du groupe pétrolier, fixant la marge pétrolière jusqu'en 2014, ce qui va réduire l'impact du prix du pétrole sur l'inflation.

Dans cette approche à la fois libérale et sociale, dont il entend faire une marque de fabrique, le nouveau ministre annonce comprendre tout autant « la bien-fondé des soucis du patronat sur la compétitivité et la dégradation de la situation concurrentielle » que « la fermeté des syndicats qui craignent l'érosion du pouvoir d'achat des salariés ». Pour lui, « la véhémence et la virulence des débats résultent en grande partie de la

Journées de l'Économie

La réindustrialisation en question(s)

Économistes et chefs d'entreprise du Luxembourg et de la Grande Région se sont penchés, pendant deux demi-journées, au chevet d'une industrie pas très bien portante.

La politique industrielle du Luxembourg et son développement futur, dans le contexte économique complexe que traverse l'Europe actuellement : tel était le thème abordé à l'occasion de la 6^e édition des Journées de l'Économie, organisées par le ministère de l'Économie et du Commerce extérieur, la Chambre de Commerce et la Fedil, en collaboration avec PwC Luxembourg. Le contexte économique global, évidemment, n'est guère propice à un enthousiasme débordant sur la question. « Je constate qu'il y a désormais un clivage entre ceux qui, d'un côté, se sentent concernés par l'avenir du pays et, de l'autre, ceux qui ont pour ambition de maintenir leurs acquis sociaux, a regretté Henri Grethen, l'ancien ministre de l'Économie (et aussi des Transports) et actuel membre de la Cour des comptes européenne. Nous assistons à la naissance d'une nouvelle société depuis la fin du XX^e siècle. Alors que la main-d'œuvre disponible, à l'échelle mondiale, a doublé, les capitaux n'ont pas suivi la même courbe. On assiste aussi à une nouvelle répartition des richesses, qui ne tourne pas en faveur de la Vieille Europe, à moins de se voiler la face. » Dans ce contexte, et de l'avis unanime des participants aux débats, le Luxembourg doit, pour

tirer son épingle du jeu, poursuivre ses efforts en faveur du redéploiement d'une activité industrielle de pointe sur ses terres. Cela passe par des investissements en infrastructures, mais pas seulement. La recherche et le développement constituent, aussi, deux des points clés de tout redéploiement industriel d'envergure. « La R&D, ce que j'appelle la forge aux idées, doit être soutenue, a précisé Yves Elsen, président du Fonds national de la Recherche. Il est temps que les secteurs publics et privés se rapprochent. Surtout, il faut s'assurer que le courant passe entre les chercheurs et l'industrie, que les transferts de technologie sont possibles au bénéfice de l'emploi et des entreprises. » Pour Marc Solvi, directeur général de Paul Wurth, si la réindustrialisation du pays est possible et nécessaire, elle passe, au-delà d'une prise de conscience politique, par une volonté plus large de l'ensemble de la société. « Les nouvelles industries ne viendront pas d'elles-mêmes. Il est important de faire comprendre au plus grand nombre que si l'on veut maintenir un certain niveau de bien-être, nous devons recommencer à produire de la valeur réelle et pas seulement virtuelle. » ● M. P.

pression excessive exercée sur les salaires par le coût du logement. Si nous voulons calmer les discussions sur les ajustements salariaux, il faut s'attaquer à ce coût. » Si le problème est posé, la solution, elle, n'a en revanche pas été évoquée. Beaucoup s'y sont déjà cassés les dents avant lui. Mais Étienne Schneider n'est pas du genre à montrer un quelconque pessimisme. En dépit des deux échecs successifs de la Tripartite, il fait part de son espoir de renouer le fil du dialogue social. « L'heure n'est pas aux grands rendez-vous médiatiques, mais aux échanges sectoriels et thématiques. Je suis persuadé de l'utilité du comité de coordination tripartite qui est dénigré à tort. Le dialogue social doit être mis en contribution

« La paix sociale est un des atouts majeurs de l'économie luxembourgeoise »

Étienne Schneider
(ministre de l'Économie et du Commerce extérieur)



pour imaginer l'avenir économique social et environnemental du pays. En tous les cas je vais m'y employer car je suis convaincu que la paix sociale est un des atouts majeurs de l'économie luxembourgeoise.»

Parmi les mesures pour relancer la croissance que le nouveau ministre de l'Économie et du Commerce extérieur compte aborder « à plus ou moins brève échéance », l'idée de la création d'un haut comité pour l'industrie, fédérant les acteurs et destiné à consolider le tissu existant, a rencontré toute son adhésion. Mais Étienne Schneider a également listé une série de projets qui sonnent comme un véritable programme pour les deux ans et demi à venir de son mandat qui s'achèvera à la fin du printemps

2014... sous réserve, évidemment, de résigner un bail de cinq ans au terme des prochaines élections législatives.

Il a ainsi cité, entre autres choses, le développement de zones d'activités économiques supplémentaires au travers du nouveau plan sectoriel; la réforme fondamentale du cadre législatif du secteur des produits pétroliers; la création d'une nouvelle centrale de production électrique au gaz naturel; le doublement de la quote-part des énergies renouvelables d'ici à 2015; le développement de l'électromobilité... Des dossiers qui, pour leur grande majorité, avaient du reste déjà été initiés par Jeannot Krecké... et auxquels Étienne Schneider n'était généralement

pas étranger. « Vous aurez compris que je vais continuer la politique économique de ce pays dans les marques de mon prédécesseur, a-t-il conclu. Pas de révolution, ni de changement de cap. Vous me trouveriez schizophrène dans le cas contraire. Si la situation n'est guère rassurante, je ne perds pas pour autant espoir. L'histoire nous montre que chaque période de crise a su être dépassée, non pas en attendant que le temps passe, mais en se retroussant les manches. »

Citant l'auteur français Georges Bernanos (« On ne subit pas l'avenir, on le fait »), Étienne Schneider est, en tous les cas, entré de plain-pied dans sa fonction. Deux ans et demi ne seront pas de trop pour passer à l'acte. ●



Serge Allegrezza
(Observatoire de la compétitivité) et Étienne Schneider
(ministre de l'Économie et du Commerce extérieur)



Didier Mouget
(PwC)



Luc Henzig (PwC)
et René Frédéricici (Paul Wurth)



Le Grand-Duc héritier Guillaume et
Pierre Gramegna (Chambre de Commerce)



Louis Thomas (KPMG)

Claude Faber (Optimise) et Jean-Paul Nicolai
(Centre d'analyse stratégique)



Loïc Bertoli (ministère de l'Économie
et du Commerce extérieur)



Débats

Les Journées de l'Économie

Comme chaque année, la salle de conférences de la Chambre de Commerce était bien garnie pour assister, les 8 et 9 février, aux deux demi-journées de conférences et d'échanges placés sous le thème « Quelle stratégie industrielle dans le contexte économique actuel ? ».

Henri Da Cruz (photos)



Retrouvez toutes les photos sur
www.paperjam.lu



Robert Dennewald (Fedil)



David Fetter (Ambassade des États-Unis)



Marc Hostert (Cour des comptes)